

en bref

### FAIM DE LUTTE

Un pas de plus dans la mobilisation a été franchi par les opposants à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, au nord de Nantes. Suite à 28 jours de grève de la faim menés par quatre paysans, un élu et une retraitée, les pouvoirs locaux ont décidé de suspendre les expropriations des agriculteurs de la future zone pressentie pour l'aéroport, prévues pour fin 2012. Cette décision laisse à la centaine d'exploitants concernés une trêve de deux ans, le temps pour que les différents recours déposés soient épuisés. □

### FERME URBAINE

À New-York, dans le quartier de Brooklyn, *Bright farms*, une société privée, a pour projet de construire une gigantesque ferme urbaine sur le toit d'anciens entrepôts. Une serre hydroponique qui réutiliserait l'eau de pluie occupera 9000m<sup>2</sup>. Selon cette société: « Ici, à New York, nous n'avons pas des acres et des acres de terres en friche prêtes à être cultivées. Cependant, Brooklyn possède beaucoup de bâtiments industriels avec des toits inutilisés qui sont parfaits pour l'agriculture urbaine. » □

### SOUPLESSE

En avril dernier, le ministère en charge de l'agriculture assurait sa mobilisation face aux conséquences des conditions climatiques passées et à venir. L'ancien ministre Bruno Le Maire tentait d'obtenir la souplesse du versement des aides de la Pac pour les agriculteurs sinistrés par le gel de cet hiver. Il confirmait par ailleurs que ses services étaient d'ores et déjà mobilisés pour lutter contre la possible sécheresse de cet été. Le climat n'a qu'à bien se tenir... □

SOCIÉTÉ

## Pour une agriculture intensément écologique

*Début 2012, paraissait aux Éditions Le Muscadier Altergouvernement – 18 ministres-citoyens pour une réelle alternative (cf. encadré). Au lendemain de l'élection présidentielle, alors que le nouveau gouvernement prend ses fonctions, Transrural vous propose une vraie interview du faux ministre de l'Agriculture de l'Altergouvernement, le professeur émérite d'agriculture comparée, Marc Dufumier.*

### Comment a été constitué l'Altergouvernement ?

**Marc Dufumier :** Bruno Courtet, éditeur chez Le Muscadier, a eu l'idée de contacter vingt personnes issues de réseaux militants ; dix-huit ont répondu d'emblée à l'appel et l'Altergouvernement a ainsi été formé. Il a en quelque sorte joué le rôle de Président du Conseil... Nous avons une totale liberté de pensée, qui se retrouve dans l'ouvrage, le premier de cette nouvelle maison d'édition engagée. Nous avons proposé un programme tel que nous le souhaitions, la coordination entre ministres a été très facile. Concernant mon programme, il a été établi en relation étroite avec plusieurs ministères: ceux de l'Écologie, de l'Économie, des Affaires étrangères, de l'Éducation et l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

### Votre programme remet-il en cause le modèle agricole en place ?

**M. D. :** Oui, je propose de réorienter l'agriculture vers d'autres systèmes de production, pourquoi pas intensifs. Mais attention, j'accepte le mot intensif lorsqu'il

désigne l'utilisation intensive des ressources renouvelables (rayons solaires, carbone du sol, azote de l'air, usage intensif de l'emploi...). Il ne faut pas laisser ce mot aux seuls « pourfendeurs de l'écologie ». On peut parler d'agriculture productive, le mot n'est pas sale, tant qu'il n'y a pas recours outrancier aux énergies fossiles et que l'on produit de l'humus dans les sols, de l'oxygène par la photosynthèse et du bien-être. Je ne parle pas d'agriculture écologiquement intensive, c'est une marque déposée par le groupe coopératif agroalimentaire Terrena, mais d'agriculture intensément écologique, c'est différent ! Il faut que l'agriculture soit à la fois plus respectueuse de l'environnement, qu'elle garantisse la qualité sanitaire des produits, qu'elle soit créatrice d'emplois, qu'elle assure un revenu décent aux agriculteurs et enfin qu'elle contribue à stopper l'exode rural.

Pour les phytosanitaires, nous ferons la différence entre produits de synthèse et toxiques ; par exemple, les engrais phosphatés de synthèse ne sont pas des poisons donc ils seront taxés et, a *contrario* le glyphosate, toxique,

sera interdit. En taxant les engrais type urée ou ammonitrate, on redonne de la valeur aux légumineuses dans la rotation et on favorise le retour des abeilles. Il ne s'agit pas « d'administrer » l'agriculture mais on interdit lorsque c'est dangereux pour la santé, on taxe quand c'est coûteux en énergie fossile et on rémunère lorsque c'est favorable à la biodiversité. Les agriculteurs restent libres.

**Craignez-vous des réactions hostiles de ces « pourfendeurs de l'écologie » et comment accompagnerez-vous tous les réticents qui voient dans vos idées le « retour à l'âge de pierre » ?**

M. D. : Il y aura de l'hostilité. Les Chambres d'agriculture et nombre d'instituts techniques, n'accepteront pas la révolution technique. Ce ne sera pas le grand soir mais

il faudra l'adhésion de tous : organisations agricoles, fonctionnaires de l'État, agriculteurs, consommateurs... Quoiqu'il arrive, il conviendra un jour de convaincre ces gens qu'il pourrait leur être reproché d'avoir accompagné l'agriculture dans une impasse, dans une totale contradiction avec l'intérêt général, en ayant été les complices de la dégradation de l'environnement. Ils pourraient être à l'avenir accusés de délit de conflit d'intérêt au même titre que les protagonistes du scandale du Médiateur! Même si la corrélation entre exposition aux pesticides et maladies est difficile à prouver, exception faite du chlordécone dans les Antilles, c'est à nous de convaincre, preuves scientifiques à l'appui, des risques sanitaires encourus par les professionnels et la société. Faut-il attendre que

cela soit avéré? Cela serait criminel, il faut adopter dès maintenant le principe de précaution!

Les tenants du modèle dominant parlent de moins en moins de « l'âge de pierre » mais plutôt d'une révolution technique trop complexe et se posent la question: « Est-ce réalisable? » Mais la peur d'avoir investi pendant quarante ans dans une voie aujourd'hui sans issue commence à gagner du terrain même si subsiste encore le refrain: « Toutes les formes d'agriculture ont le droit d'exister, une moderne, de niche et à forte valeur ajoutée et une autre compétitive, concurrentielle [et non conforme à l'intérêt général] »!

Dans l'optique de développer l'agroécologie, l'enseignement et la recherche sont très importants; il est nécessaire d'étudier les agro-écosystèmes (cycles du carbone, de l'azote, de l'eau, les insectes auxiliaires...) De plus, il sera nécessaire de travailler en groupe, avec les techniciens et les agriculteurs pour accompagner cette transition, comme l'ont fait et le font les « résistants », porteurs de nouveaux modèles de production et qui ont montré que le changement est possible. Les Chambres d'agriculture s'y mettront et les syndicats ne flirteront plus avec les lobbies, les semenciers ou les firmes phytosanitaires.

**Que proposez vous en ce qui concerne les aides? Faut-il maintenir l'agriculture dans un régime d'aide ?**

M. D. : Nous opérons un virage à 90 degrés dans les modalités d'aides pour faire évoluer l'agriculture. Le changement passera tout d'abord par l'instauration d'une politique de prix au détriment d'une politique de subventions. Cela veut dire la rémunération de produits à haute valeur ajoutée, de qualité, soutenant une agriculture artisanale et mettant en valeur les

**ALTERGOUVERNEMENT**

**18 ministres-citoyens pour une réelle alternative**

Editions Le Muscadier – janvier 2012 288 p.

« Qui d'entre nous n'a pas le sentiment que le monde est à un tournant, que les systèmes politiques, économiques et sociaux qui le régissent sont en train de craquer de toutes parts, que seuls de profonds changements pourront nous sortir de l'impasse ou du chaos? » Dix-huit chercheurs, journalistes ou militants sont partis de cette réflexion pour imaginer comment ils pourraient impulser de tels changements s'ils devenaient ministres. Ainsi, en charge des Affaires étrangères, Susan George, cofondatrice d'Attac, ferait sortir la France de l'Otan et revenir ses soldats engagés à l'étranger, reconnaîtrait la Palestine, effacerait les dettes des pays africains, contribuerait à promouvoir une Europe sociale... Ministre de l'Économie, du Travail et des Finances, l'universitaire Jean-Marie Harribey demanderait au Parlement « d'abroger la totalité des lois, ordonnances et décrets qui, au cours des dernières années, ont porté atteinte aux droits des travailleurs et ont en revanche satisfait aux exigences du Medef », refondrait la fiscalité en imposant autant le capital que le travail et en renforçant la progressivité de l'impôt, systématiserait le principe de répartition en matière de protection sociale... Ministre de l'Intérieur, le sociologue Laurent Mucchielli clarifierait et valoriserait « les quatre grands métiers de police » (assurer la sécurité nationale, maintenir l'ordre, lutter contre la criminalité et assurer la sécurité quotidienne des citoyens), ferait cesser la guerre des polices, mettrait en œuvre des mesures précises pour « mieux former, mieux employer et mieux évaluer » les personnels...

ALAIN CHANARD



en bref

**RÉCUP**

La société francilienne Upcylcle a lancé un projet alliant recyclage, réduction du gaspillage alimentaire et insertion sociale. L'idée est de créer dans d'anciens containers frigorifiques des champignonnières. L'objectif ? Faire pousser à Paris des pleurotes sur du marc de café et des déchets verts. Les containers seront gérés par une personne en réinsertion et les champignons, vendus en circuits courts. □

**LES VRAIS**

Le Haut conseil des biotechnologies (HCB) est en crise depuis que la FNSEA et les acteurs de la filière agroalimentaire ont déserté son Comité économique, éthique et social (CEES) (cf. *TRI* n° 413). Pour le HCB, la solution serait d'y accueillir « *de vrais agriculteurs pratiquant notamment l'agriculture conventionnelle* ». « *Les agriculteurs qui pratiquent une agriculture paysanne ou biologique et dont les représentants siègent toujours au CEES, ne seraient donc pas de "vrais agriculteurs" ?* », s'insurgent ces derniers. □

**PAS DE MIRAGE**

Pour limiter la hausse du célibat et la chute de la natalité dans son pays, l'économiste japonais Takuro Morinaga propose de taxer les hommes célibataires au physique avantageux et de diminuer l'imposition des laids. Selon lui : « *Désormais, seule une poignée d'hommes possèdent la stabilité de l'emploi [...] qui compensait autrefois le manque d'attrait physique [et] les femmes, ne pouvant plus juger les hommes dans une perspective à long terme, se concentrent sur ceux qui leur plaisent au premier coup d'œil.* » □

terroirs. De ce fait, les 9,5 milliards d'euros d'aides directes du premier pilier de la Politique agricole commune seront transférés vers des politiques impliquant les collectivités territoriales afin de répondre à des enjeux locaux, sociétaux et environnementaux. Nous soutiendrons l'approvisionnement local de la restauration collective d'entreprise et scolaire en produits de qualité, ainsi que les rémunérations pour services environnementaux avec un cahier des charges préalablement négocié, adapté aux circonstances locales, sous la présidence des élus régionaux. Mais il est certain qu'on ne fait pas la révolution uniquement avec la politique agricole. Cela passera aussi par le développement des circuits courts et bien évidemment par la

**M.D. :** Dès le gouvernement constitué, nous interdirons les substances toxiques, nous supprimerons les subventions aux agrocarburants (filiales éthanol et agrodiesel), nous mettrons en place une taxe sur les énergies fossiles et un fonds dédié à l'installation des jeunes agriculteurs. Beaucoup de choses se décident à Bruxelles, la Politique agricole commune doit être revue et sanctuarisée avant fin 2013 et doit intégrer la dénonciation des accords de Blair House<sup>1</sup>. La politique se fera à budget constant (9,5 milliards d'euros) sans toucher au second pilier. Nous comptons sur une pression énorme des agriculteurs progressistes, des consommateurs et des associations environnementalistes. Toute la société civile sera nécessaire ; il faut une politique réaliste et une société

***Il ne s'agit pas « d'administrer » l'agriculture mais on interdit lorsque c'est dangereux pour la santé, on taxe quand c'est coûteux en énergie fossile et on rémunère lorsque c'est favorable à la biodiversité***

réorganisation du pouvoir d'achat et une redistribution plus équitable des revenus. Sans compter qu'une alimentation saine sous-entend une répercussion à la baisse sur les coûts environnementaux (algues vertes) mais également sanitaires, donc une baisse d'impôts.

Nous réviserons les aides à l'installation en agriculture ; aujourd'hui un tiers des installations se fait hors cadre familial, c'est une priorité. Pour les reprises familiales, il faut créer de l'emploi, pour baisser la surface par unité de travail humain, par le biais du développement des circuits courts, de la pluriactivité...

***Comment allez-vous mettre en place ce programme ? À quelles échéances et avec quel budget ?***

endurante face aux énormes lobbies. Il n'y a rien d'utopique même s'il y a une part de rêve et de bucolique...

***En quelques mots, quelle est votre vision de l'agriculture ?***

**M. D. :** Je milite pour une agriculture intensément écologique, paysanne et familiale, économe et autonome, basée sur les circuits courts. Nous n'avons pas le droit d'être sectaire, à aucun moment dans mon programme je ne parle d'agriculture conventionnelle, de biologique, de durable... Aucuns termes pour alimenter les querelles de chapelles. Je défends une cause et non un modèle !

■ **PROPOS RECUEILLIS PAR**  
**BENOÎT ENOUF**  
**(FRCIVAM BASSE-NORMANDIE)**

<sup>1</sup> - Passés entre les États-Unis et l'Europe en 1992 dans le cadre de l'Uruguay round, ces accords préfigurent l'Accord agricole de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), destiné, selon l'OMC, à « améliorer l'accès aux marchés et [à] réduire les subventions qui ont des effets de distorsion des échanges dans le secteur agricole ».